

Le Monde

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,50 DM; Autriche, 5 schillings; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 7 pes.; Grande-Bretagne, 1,5 sh.; Italie, 100 L.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,50 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts.; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 7

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEX PARIS N° 22613

Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS

Tél.: PRO (770) 91-29

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

in. A. Clément. —
aires de la paix ».
comité de Buda-
re M. Luebke.
club yougoslave,
catholique
Melior.
hniques.
Bruxelles, F.-H.
pouvoir, J. Roy.

Après leurs sessions agricole et monétaire

LES « SIX » VONT CHERCHER quel « arrangement » proposer à la Grande-Bretagne

Ni à Bruxelles, où se sont réunis lundi et mardi les ministres de l'Agriculture, ni à Rome, où se sont retrouvés ces mêmes jours les ministres des finances, les Six n'ont pu achever la tâche qu'ils s'étaient proposée. Sans doute, se sont-ils accordés sur le soutien des cours de la viande bovine, mais ils devront probablement repousser la date d'unification des marchés des produits de l'élevage. De même, à Rome, les Six ont-ils réaffirmé leur position commune du 15 décembre dernier sur la réforme du Fonds monétaire international, mais les avis se sont partagés sur le chapitre des droits de tirages spéciaux destinés à « compléter » l'or dans les règlements internationaux (voir page 20).

L'attention va maintenant se porter sur la réunion qui tiendra jeudi, à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Communautés européennes, préparée par les multiples entretiens bilatéraux.

M. Couve de Murville a dit, mercredi au conseil des ministres qui s'est tenu à l'Élysée, un mot de cette réunion, où l'on parlera à nouveau de la candidature britannique au Marché commun et des mesures commerciales envisagées par les États-Unis, c'est-à-dire d'une petite taxe sur les importations étrangères, et d'une aide aux exportations, ce qui soulève des problèmes quant au règlement du G.A.T.T., a précisé M. Gorse.

La réunion des ministres des affaires étrangères des Six, jeudi à Bruxelles, sous la présidence de M. Maurice Couve de Murville, fait figure d'événement. Cela tient d'abord au simple fait que ce sera la première fois depuis le 19 décembre dernier, date à laquelle les Six « constatèrent leur désaccord » sur l'opportunité d'ouvrir des négociations avec la Grande-Bretagne, que le ministre français et MM. Willy Brandt, Amintore Fanfani, Pierre Harmel, Joseph Luns et Pierre Grégoire tiendront un conseil des ministres de la C.E.E. Cela s'explique encore et surtout par l'ordre du jour puisque la discussion portera sur les différentes propositions en présence destinées à faciliter une future adhésion de la Grande-Bretagne et des autres candidats (Norvège, Danemark, Irlande) aux Communautés de Bruxelles.

On parlera donc: 1) de l'offre franco-allemande consistant à conclure des « arrangements commerciaux » avec les pays intéressés qui ne sont pas seulement les postulants à une adhésion aux Communautés européennes; 2) du plan du Benelux, et 3) de celui, plus récent, de M. Fanfani, qui est une sorte de compromis, dit-on, entre les « bénéfluxiens » et les franco-allemands.

Les discussions, qui seront amorcées sur ces trois plans, pendant l'après-midi seront poursuivies, semble-t-il, à l'occasion d'un dîner qui aura lieu le soir et au cours duquel les ministres se retrouveront en « conférence interstatique » (et non plus en conseil de la C.E.E.). Que va-t-il en résulter? Il semble que pour l'instant on en attende surtout des décisions sur la proposition d'arrangement commercial.

Les « contradictions » du plan du Benelux

La crise politique belge affaiblit en effet le camp du Benelux dans la mesure où, la cassure des deux communautés du royaume s'accroissant, les affaires de politique étrangère elles-mêmes deviennent un objet de litige entre les Wallons et les Flamands. Or les premiers semblent de plus en plus dési-

Il est probable que M. Couve de Murville s'emploiera à faire ressortir les « contradictions » que renferme, selon le gouvernement du général de Gaulle, le plan du Benelux. A qui revient la première des suggestions qui est faite dans ce document? On n'est sans doute pas loin de répondre à Paris: « A paralyser la Communauté », puisqu'il s'agirait d'organiser ces « consultations » entre d'une part les Six et de l'autre les pays qui ont fait acte de candidature, sur toutes les questions importantes que les premiers doivent résoudre pour continuer leur œuvre.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 20. 5^e col.)

CONSEIL DE GUERRE A WASHINGTON

Le général Wheeler expose les besoins en nouveaux renforts du corps expéditionnaire au Vietnam

On trouvera en dernière page une déclaration faite mercredi en début d'après-midi par M. Gorse, ministre de l'information, à l'issue du conseil des ministres et exprimant les appréhensions du gouvernement français quant aux développements de la guerre au Vietnam.

A Washington, c'est un véritable conseil de guerre que préside, ce même jour, le président Johnson. Le général Wheeler, de retour de Saïgon, doit y exposer les nouveaux besoins en renforts du général Westmoreland. Sur le terrain, en effet, les Vietcongs et les Nord-Vietnamiens, disposant désormais d'un armement puissant, continuent de harceler les positions américaines et gouvernementales, notamment dans la région saïgonnaise, où les bases de Tan-Son-Nhut et de Bien-Hoa ont été de nouveau bombardées mercredi, et dans la région septentrionale du Vietnam du Sud, soumise elle aussi à des bombardements intenses et ininterrompus. Au Nord, les Américains ont une deuxième fois attaqué la gare de Haïphong, à 3 kilomètres du centre de la ville.

● A WASHINGTON, M. Dean Rusk, M. McNamara, ainsi que M. C. Clifford, son successeur au Pentagone, M. Richard Helms, directeur de la C.I.A., M. Walt Rostow, conseiller du président en matière de politique étrangère, et le général Maxwell Taylor, président du Foreign Intelligence Advisory Board, participent au « conseil de guerre » de mercredi. Outre le problème des renforts et celui du rappel des réservistes, l'intensification des opérations aériennes contre le Vietnam du Nord serait évoquée. On ne sait pas quand le président Johnson fera

connaître publiquement les décisions qu'il prendra sur ces questions.

Mardi, en tout cas, le chef de la Maison Blanche a réaffirmé sa détermination dans un discours prononcé à Dallas (Texas), devant l'Association des coopératives d'électricité. Le président, qui revenait pour la première fois dans cette ville du Têxas depuis l'assassinat de John Kennedy, a notamment déclaré: « Je crois à la sagesse et à la résolution du peuple américain; je suis persuadé que chaque Américain saura relever le défi vietnamien. »

(Lire la suite page 3 1^{re} col.)

LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Le général Rabin ne pense pas que Nasser voulait la guerre

Tandis que M. Gunnar Jarring, représentant du secrétaire général de l'O.N.U., se rend mercredi à New-York, les dirigeants israéliens attendent la réaction des pays arabes à la proposition de M. Abba Ebbah d'engager des négociations en présence de représentants des Nations unies. Si la R.A.U. et la Jordanie donnaient leur accord, M. Jarring pourrait commencer à planifier la « deuxième étape » de sa mission.

Le général Itshak Rabin, ancien chef de l'état-major israélien, interviewé par Eric Rouleau il y a quelques jours, lors de son passage à Paris, manifestait déjà un optimisme relatif, puisqu'il affirmait qu'à son avis le président Nasser disposait de suffisamment de prestige pour conclure la paix.

Le général Itshak Rabin, à l'âge de quarante-cinq ans, commence une nouvelle carrière. Abandonnant l'uniforme kaki, qu'il a porté pendant vingt-sept ans pour le complet veston du diplomate, il vient de prendre possession de ses nouvelles fonctions d'ambassadeur d'Israël à Washington.

Quelconque a eu le privilège de s'entretenir avec le vainqueur de la « guerre de six jours » se rend rapidement compte que le soldat est doublé d'un homme politique. Il a connu personnellement le président Nasser en 1948, alors que celui-ci n'était qu'un simple commandant, assiégré dans la « poche » de Falouja. Il a pris part aux pourparlers d'armistice, qui se déroulèrent à Rhodes en 1949. Après le conflit de 1967, il a émis des opinions qui ont été jugées modérément non conformistes.

Trois semaines avant la guerre de six jours, le 12 mai 1967, il avait affirmé en substance qu'Israël serait amené, pour mettre un terme aux raids des fedayin, à renverser le régime syrien. Cette prise de position avait renforcé la conviction de ceux qui s'attendaient à une attaque contre la Syrie. Deux jours après la déclaration du général Rabin, le président Nasser dépêchait des troupes fraîches dans le Sinaï.

A-t-il le sentiment d'avoir contribué au déclenchement de la crise qui devait déboucher sur la guerre? L'ancien chef de l'état-major des forces israéliennes, visage impassible, répond après mûre réflexion:

« Je ne le pense pas. Il serait absurde de croire que le président Nasser a mobilisé ses troupes après avoir lu ma déclaration. D'ailleurs, ce n'était pas la première fois que je tenais un tel langage. Déjà en septembre 1966 je m'étais livré à une analyse, analogue. Je disais que notre attitude à l'égard de Damas ne pouvait être la même que celle envers Beyrouth et Amman. Tandis que la Jordanie et le Liban luttaient, autant que nous, contre les terroristes du Sinaï ».

UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE POUR LA FRANCE

I. — UNE ÉCONOMIE DÉARMÉE

Par FRANÇOIS MITTERRAND

tient au même système politique et qu'ils servent le même ordre social. Très naturellement, leur débat s'inscrit dans la marge étroite de la dispute d'experts ou des rivalités internes à la majorité. Bref, il n'est pas très important de savoir qui, de M. Debré, accusé d'avoir réagi trop tard contre la récession, ou de M. Giscard d'Estaing, accusé d'avoir réagi trop tard contre l'inflation, a raison ou tort de rechercher la poutre dans l'œil du voisin. A demeurent, et à quelques nuances près, la divergence principale relevée par le président de la commission des finances semble tenir dans l'expression: politique conjoncturelle. Ce n'est pas

à gauche que l'on dédaignerait le rôle de la politique conjoncturelle, pièce essentielle de l'économie planifiée. Mais, les services du ministère des finances ayant avec les moyens du bord fourni aux deux ministres en cause un volume de statistiques et de prévisions d'égal qualité (encore nos comptables nationaux ont-ils surestimé la progression des exportations et de la consommation intérieure pour 1967), faut-il croire que manque à M. Michel Debré le mystérieux instrument de mesure grâce auquel M. Giscard d'Estaing aurait à sa place apprécié mieux que lui les éléments de la conjoncture et par là subodoré la crise? On admettra que cet argument, purement subjectif ne suffit pas à la déconviction. Le nez de M. Debré eût-il été plus long que le sort de l'économie française sous la V^e République n'eût pas été changé.

Chômage, hausse des prix, déficit

En vérité, ce qu'il convient de juger, c'est la gestion de ces dix dernières années, sans prétendre

la baisse du pouvoir d'achat, la crise du logement, l'apparition du

LES PROBLÈMES DU MOYEN-ORIENT

« Je ne pense pas que Nasser voulait la guerre » nous déclare le général Itshak Rabin

(Suite de la première page.)

— Pensez-vous que Nasser a fait semblant de croire à vos menaces parce qu'il cherchait à provoquer la guerre ?

— Je ne pense pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il envoya dans le Sinaï le 14 mai, n'auraient pas suffi pour déclencher une offensive contre Israël. Il le savait, et nous le savions. Ce fait démontre, à mon sens, que Nasser ne croyait pas vraiment que nous allions attaquer la Syrie. Il savait qu'il voulait se présenter, à bon prix, comme le sauveur de la Syrie et se gagner ainsi de larges sympathies dans le monde arabe. Nous connaissions les stratagèmes qu'il avait déjà utilisés en 1950, à l'époque de l'union syro-égyptienne. A la suite d'un raid que nous avions effectué dans la zone démilitarisée, il avait concentré des troupes, en faisant croire que nous préparions une attaque. Un mois plus tard, il les avait retirés en assurant nos Syriens qu'ils avaient réussi à nous faire peur. Mais, à y réfléchir, il n'avait plus demandé le retrait des forces de l'O.N.U. Cette fois-ci, il a éprouvé le besoin de donner plus de crédibilité à son bluff. En effet, la propagande des États arabes antinassériens avait noué à bout en l'absence constamment de se réfugier derrière les forces internationales.

La responsabilité de M. Thant

— Avant-il, selon vous, l'intention de fermer le golfe d'Akaba à la navigation des bateaux israéliens ?

— Au début, il avait demandé le retrait des « casques bleus » seulement de la portion des frontières allant de Rafah à Kuntilla, et il suggérait que les soldats de l'O.N.U. soient regroupés à Gaza et à Charm-El-Cheikh (qui commande l'entrée du golfe d'Akaba). Malheureusement, M. Thant l'a obligé à choisir : maintenir les

forces internationales sur toutes ses positions ou, au contraire, demander leur retrait total et définitif. Je crois même que le secrétaire général de l'O.N.U. a rendu public cette exigence avant même qu'elle ne parvienne au président Nasser. Celui-ci, pour ne pas perdre la face, a choisi de déclencher la crise d'Akaba.

— Pourquoi la-t-il fait puis qu'il ne voulait pas la guerre et qu'il savait, de surcroît, que votre armée était supérieure à la sienne ?

— C'est là où notre logique ne correspond pas à celle des Arabes. Ces derniers font rarement la distinction entre les réalités et les rêves. Nasser a été intoxiqué par la flamme d'enthousiasme populaire dans le monde arabe, ainsi que par sa propre propagande. Il a fini par croire que l'armée égyptienne n'a jamais battue en 1956 par Israël, mais uniquement par l'intervention franco-anglaise. Il a alors édifié tout un système de pensée, selon lequel Israël ne prendrait pas l'initiative des hostilités en 1967 puisqu'il ne pouvait compter, comme en 1956, sur le soutien de puissances étrangères. A en juger par les sept divisions qu'il envoya dans le Sinaï, après la fermeture d'Akaba, il savait pourtant que nous considérions son geste comme un casus belli.

— Le blocus partiel imposé à Akaba ne constituait cependant pas une question de vie ou de mort pour l'Etat d'Israël, qui pouvait assurer son ravitaillement par Haïfa, comme c'était le cas avant 1966. D'ailleurs, le président Nasser, vous le savez sans doute, était disposé à faire des concessions concernant le passage du pétrole, notamment. Pourquoi avez-vous donc déclenché les hostilités quarante-huit heures seulement avant l'arrivée à Washington de M. Zakarya Moayedine, qui s'y rendait précisément pour négocier un règlement ?

— La fermeture du golfe d'Akaba, en soi, je le répète, était pour nous un casus belli. Cependant, fondamentalement, la

guerre a été provoquée par un ensemble de facteurs d'ordre local et international. Le rôle néfaste de l'Union soviétique est venu exacerber les passions et la haine régnant dans la région.

— Comment expliquez-vous la paralysie du haut commandement égyptien face à l'offensive israélienne ?

— Il ne s'agissait pas de paralysie, mais d'impéritie. Malgré l'armement perfectionné dont ils disposaient, malgré l'entraînement qu'ils avaient reçu pour la plupart en Union soviétique, les officiers n'étaient pas à la hauteur de la tâche. Les forces égyptiennes se sont bien battues sur les positions défensives qu'on leur avait assignées, mais la confusion la plus totale se propagea dès qu'il fallut modifier les plans tactiques. Ce fut le cas également des troupes syriennes. Avant le 6 juin, nous avions mesuré l'incoacité de nos adversaires, mais j'avoue que je ne m'attendais pas à des résultats décevants en un laps de temps aussi court, et à une victoire à et bon prix.

— Et l'avenir ?

— Il est difficile de jouer aux prophètes. Mais on peut dire que la guerre est, selon notre logique, exclue dans le proche avenir puisque les Arabes — à moins d'être égaux par des puissances étrangères — ne sont pas en mesure de s'assurer des avantages militaires. Ils devront tôt ou tard accepter de négocier avec nous. Cette fois-ci, il faudra extirper le mal à la racine, c'est-à-dire conclure une paix définitive.

— En gardant les territoires occupés lors de la guerre de juin ?

— C'est au gouvernement d'Israël de prendre une décision à cet égard. Pour ma part, et ce n'est là qu'une opinion personnelle, je ne pense pas qu'il faille garder tous les territoires occupés. Une négociation, après tout, constitue un marchandage. En tout cas, il faudra que les Arabes comprennent qu'on ne provoque pas des guerres impunément. Celle-ci comme les précédentes, devra leur coûter quelque chose.

— Pensez-vous qu'Israël pourra subir longtemps à la fois les frais de l'occupation et les assauts des commandos palestiniens ?

— L'occupation, certes, constitue pour nous un poids financier, quoique limité. Nous pouvons l'assumer pendant dix, vingt ans encore. Quant au fedayin, il est plus aisé de les combattre dans un territoire que nous contrôlons que dans des pays voisins. Croyez-moi, nous pouvons attendre que nos adversaires se décident enfin à négocier. Et, à mon avis, Nasser est le premier parmi les chefs d'Etats arabes qui est en mesure de conclure la paix.

(Propos recueillis par ERIC ROULEAU)

NEUF NATIONALISTES PALESTINIENS CONDAMNÉS A DES PEINES DE 4 A 20 ANS DE PRISON

Tel-Aviv, 28 février (A.F.P., U.P.I.). — Neuf membres du Front de libération de la Palestine ont été condamnés à des peines de quatre à vingt ans de prison par le tribunal de Nablouse (Cisjordanie) pour avoir participé à une organisation de commandos et s'être infiltrés avec des armes en Israël.

Le même tribunal a infligé vingt ans de prison à un villageois de Cisjordanie pour avoir donné refuge à deux saboteurs.

Un étudiant libanais, Ahmed Khalifa, accusé d'avoir tenté d'organiser un groupe de sabotage en Israël, a été condamné à deux ans de prison. Né à Haïfa, étudiant de littérature anglaise à l'université de Damas, puis étudiant aux universités de Londres, Munich et du Caire, Ahmed Khalifa a été arrêté à Jérusalem le mois dernier.

Selon l'accusation, il est entré clandestinement en Israël en passant par la Jordanie après la guerre de juin 1967 pour tenter de remettre en activité l'organisation politique des « Ganniyoun El Arab (les nationalistes arabes) ».

Il aurait été hébergé par M. Khalil Tuma, secrétaire général des étudiants arabes à l'université hébraïque de Jérusalem, dont le procès s'est ouvert à Lod.

M^{re} Beauvillard attendue

LES POSTES DOUANIERS ENTRE ISRAËL ET LA CISJORDANIE SERONT SUPPRIMÉS

Jérusalem, 28 février (A.F.P.). — Les postes de douane entre Israël et la Cisjordanie seront prochainement supprimés, apprend-on, mardi, de source officielle à Jérusalem. Lundi, les postes de douane situés sur la route de Jérusalem à Ramallah et à Bethléem ont déjà été enlevés. Les autorités israéliennes ont déjà payé des taxes sur tous les stocks de marchandises se trouvant en Cisjordanie, ce qui explique leur décision.

Les observateurs soulignent que cette mesure constitue « une importante contribution en vue de l'intégration économique de la Cisjordanie à Israël ».

● Le Groupe de recherche et d'action pour le règlement du problème palestinien (G.R.A.P.P.), organisation réunissant des universitaires, intellectuels, hommes politiques, et que dirige un « collectif », dont font notamment partie MM. Berque, professeur au Collège de France, Pierre Cot et Robert Buron, anciens ministres, a publié à l'issue de son assemblée générale un communiqué dans lequel il propose deux solutions : « Institution d'une Palestine bi-communautaire ou partage de la Palestine entre un Etat arabe et un Etat israélien et, dans les deux cas, « sur la base d'une liquidation du contentieux ».

Le G.R.A.P.P. estime qu'un arbitrage des nations du « tiers monde » offrirait les meilleures chances pour sortir de l'impasse

A Rabat

M. MAHMOUD RIAD S'EST ENTRETENU DES PROJETS DE « SOMMET ARABE » AVEC LE ROI HASSAN II.

(De notre corresp. particulier.)

Rabat, 28 février. — Porteur d'un message du président Nasser au roi Hassan II, M. Mahmoud Riad, ministre des affaires étrangères de la R.A.U., a été reçu mercredi par le souverain chérifien. Rabat ne constitue qu'une étape d'un voyage qui a conduit le chef de la diplomatie égyptienne à Tripoli, en passant par Rome et Madrid. Ces entretiens au Maghreb sont une occasion de repartir du projet de conférence « au sommet », dont Rabat est toujours disposé à accueillir les participants.

On trouve aujourd'hui une raison supplémentaire de préconiser cette rencontre dans le fait que la mission confiée à M. Gunnar Jarring par M. Thant n'a apporté, dit-on ici, aucun résultat positif apparent. « Il ne reste plus au secrétaire général de l'O.N.U., estime pour sa part, le quotidien de l'istihlal, Al Alam, qu'à rappeler son médiateur afin de placer le Conseil de sécurité devant ses responsabilités, informer ses membres qu'Israël refuse d'accepter la résolution et laisser aux Arabes la liberté de tirer les conclusions qui s'imposent de cet échec. Or ces conclusions avant et après l'échec consistent à compter uniquement sur eux-mêmes pour libérer leurs territoires ».

L'unification des efforts des États arabes reste en tout cas un des objectifs du palais royal que le roi Hassan II aura probablement confirmés à l'envoyé du président de la R.A.U. M. Mahmoud Riad est venu aussi pour parler de la situation au Yémen qui a déçu les espoirs formés lors du « sommet » de Khartoum. Le Maroc en suit d'autant plus attentivement l'évolution qu'il est représenté au sein de la commission tripartite chargée d'amener la paix entre les factions yéménites rivales.

● M. Mohamed Ahmed Mahgoub, premier ministre soudanais, se rendra en visite à Paris à la fin du mois de mars, apprend-on de source officielle à Khartoum. Le premier ministre s'entretenait avec le général de Gaulle des divers problèmes du Moyen-Orient. M. Mahgoub pourrait également discuter avec les membres du gouvernement français du développement de la coopération économique entre le Soudan et la France, ajoute-t-on dans la capitale soudanaise. — (A.F.P.)

La proposition de né

L'Égypte répondrait par « oui, mais

De notre correspondant part

Jérusalem, 28 février. — M. Gunnar Jarring a eu mardi un ultime entretien avec les dirigeants israéliens avant d'aller préparer avec le secrétaire général des Nations unies la nouvelle phase de sa mission. M. Jarring venait du Caire, où il a dû recueillir les réactions égyptiennes aux déclarations de M. Abba Eban à la Knesset. Il ne fait pas de doute qu'il en a indiqué la teneur aux responsables de la diplomatie israélienne. Les Égyptiens ironisaient-ils sur la proposition de conférence à Chypre ? Personne ne parait en mesure de se prononcer, mais de toute manière, M. Jarring n'a pas enregistré de refus, bien qu'il lui ait été impossible d'apporter aux Israéliens un élément concret et précis.

La situation pourrait se résumer ainsi : du côté israélien, on dit « oui, mais », et du côté égyptien, « non, mais ». Les deux « mais » permettent de conserver un certain optimisme. La route de Chypre demeure ouverte.

Pour les observateurs diplomatiques de Jérusalem, les hésitations égyptiennes ne seraient dues qu'à la situation intérieure assez que traverse la R.A.U. en ce moment. Alors que l'on se presse sous la pression de l'opinion publique à rouvrir le procès des généraux responsables de la défaite, le

LES RÉCENTES M.

La police avait sur une manifes

révèle le ministre égyptien

Le Caire, 28 février (A.F.P.). — Evoquant mardi devant les membres de l'Assemblée nationale les troubles qui se sont produits la semaine dernière, en particulier au Caire et à Hérouan, M. Charouf Gomma, ministre de l'Intérieur, a indiqué que le président Nasser avait autorisé les manifestations estudiantines de samedi matin et que des instructions en ce sens avaient été données aux forces de l'ordre. « Mais après le début des manifestations, a poursuivi le ministre, les étudiants ont aggrégé et il fut nécessaire de mettre fin à la situation. De nouvelles instructions furent données

